

## **Une victoire pour l'ONU**

**Jocelyn Coulon**

La Presse (Montréal, 26 octobre 2005)

Les mauvaises nouvelles monopolisent toujours les bulletins télévisés et les premières pages des journaux. Les bonnes, rarement. Pourtant, lorsqu'une nouvelle concerne la réduction énergétique des conflits, des génocides et des violations des droits humains, nous devrions célébrer. Selon le Human Security Centre, le monde est moins violent depuis douze ans, et l'ONU est largement responsable de cet état de fait.

Jusqu'au début des années quatre-vingt-dix, les évaluations quantitatives des guerres et des violations des droits humains à l'échelle planétaire ont toujours été difficiles. Des considérations techniques, sémantiques et idéologiques ont brouillé les recherches, sinon freiné la volonté de les mener. Avec la fin de la guerre froide, les chercheurs de tout horizon se sont débarrassés de leurs parti pris, ouvrant ainsi la voie à des investigations plus sereines et plus objectives sur la nature et les effets des conflits, et leur résolution.

Le rapport " Guerre et paix au XXIe siècle ", publié la semaine dernière par le professeur Andrew Mack, du Human Security Centre de l'Université de la Colombie-Britannique, après trois ans de recherche, est formel. Le nombre de guerres, de génocides et de violations des droits humains a chuté dramatiquement depuis une douzaine d'années. La comparaison sur cinquante ans est encore plus frappante. Ainsi, le nombre de guerres a diminué de 40 % depuis 1992 et le nombre de génocides et autres massacres de 80 %. Les guerres sont aussi moins meurtrières. Ainsi, en 1950, une guerre faisait en moyenne 38 000 morts, contre 600 en 2002.

Plusieurs facteurs expliquent cette réduction spectaculaire de la violence politique depuis les années cinquante. Le rapport en cite quelques-uns, dont trois sont essentiels : la fin du colonialisme et de la guerre froide, la multiplication des démocraties, et le rôle spectaculaire et décisif de l'ONU.

### **L'activisme de l'ONU**

L'hommage rendu à l'activisme de l'ONU dans le règlement des conflits et la réduction des violences est sans équivoque. " Nous soutenons que l'ONU a joué un rôle d'une importance cruciale en ouvrant la voie à une forte progression des activités de prévention des conflits, de maintien de la paix et de consolidation de la paix ", peut-on lire. À un moment où certaines élites américaines poursuivent leur campagne diffamatoire envers l'ONU et tentent de limiter ses initiatives, un tel constat vient conforter l'institution et le travail de ses milliers d'employés.

Les auteurs du rapport ont bien raison. La pratique onusienne du maintien de la paix, de la consolidation de la paix et de la prévention des conflits a connu une évolution constante et spectaculaire depuis 1945. Au tout début, les missions de l'ONU reposaient essentiellement sur le déploiement de quelques observateurs militaires, désarmés, chargés de surveiller l'application d'un cessez-le-feu conclu entre les belligérants.

Avec la crise du Congo en 1960, la réinsertion du Cambodge au sein de la communauté internationale en 1992, la prise en charge de territoires entiers comme le Kosovo et le Timor oriental en 1999, l'ONU a franchi des étapes majeures et, chaque fois, s'est engagée dans des mandats de plus en plus complexes et ambitieux. Il y a eu des échecs, mais, plus souvent qu'autrement, des succès, rarement mentionnés par les médias.

## **Nouvelles tâches**

Aujourd'hui, l'ONU est souvent appelée à exercer toutes les prérogatives de la souveraineté sur un territoire. Ses missions sont habilitées à promulguer des lois, à restructurer ou à créer des institutions, à organiser des élections, à destituer des officiels élus illégalement, à juger des criminels ou à imposer par les armes le mandat de l'ONU. Enfin, l'ONU intervient de plus en plus en concomitance avec d'autres organisations internationales ou coalitions multinationales. Ainsi, en Afghanistan, depuis la fin de 2001, l'ONU assume un rôle de coordination humanitaire et de soutien aux institutions politiques alors que les troupes de l'OTAN assurent la sécurité dans la capitale, Kaboul, et dans les environs, et que la coalition antiterroriste américaine mène des opérations militaires dans plusieurs régions du pays.

Les conclusions de ce rapport sur l'action de l'ONU viennent confirmer celles d'un rapport de la RAND Corporation publié plus tôt cette année. On pouvait lire dans celui-ci que " l'ONU constitue le cadre institutionnel le plus adapté à la mise en place de la plupart des missions de consolidation de l'État du fait de sa structure relativement peu onéreuse, de son taux de réussite élevé et de sa grande légitimité internationale. " En comparaison, la mission américaine en Irak, certes plus difficile, est un véritable fiasco à cause de son manque de légitimité, de son caractère unilatéral, de la provenance strictement occidentale de ses alliés, de ses élections truquées et de son référendum bidon.

Les chiffres et les statistiques publiés par le Human Security Centre sont encourageants. Ils ne doivent pas occulter la réalité des victimes des conflits actuels, mais, à tout le moins, reconnaissons que nous avons fait, collectivement avec l'ONU et de façon multilatérale, du bon travail depuis une décennie.